

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2003 — 4613

[2003/202137]

16 OCTOBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux gestionnaires de réseaux gaziers

Le Gouvernement wallon,

Vu la directive 98/30/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel;

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, notamment les articles 10, 13 et 36;

Vu l'avis n° 24/2003 du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 5 mai 2003;

Vu l'avis CD-3e12-CWAPE-026 de la Commission wallonne pour l'Energie, donné le 12 mai 2003;

Vu la délibération du Gouvernement wallon sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 35.607/4 du Conseil d'Etat, donné le 9 juillet 2003 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o "décret" : le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz;

2^o "administrateur indépendant" : tout administrateur qui :

a) n'exerce aucune fonction ou activité, rémunérée ou non, au service d'un producteur, d'un fournisseur aux clients éligibles, d'un intermédiaire, de gaz ou d'électricité, et n'a pas exercé une telle fonction ou activité au cours des douze mois précédant sa nomination en tant qu'administrateur du gestionnaire de réseau, et

b) ne bénéficie d'aucun avantage matériel octroyé par l'une des personnes visées au litera a), ni par l'une de leurs entreprises associées ou liées, qui, de l'avis de la CWAPE, est susceptible d'influencer son jugement.

CHAPITRE II. — Composition et fonctionnement des organes de gestion des gestionnaires de réseaux de distribution constitués sous forme d'intercommunale ou de régie communale autonome

Art. 2. Sans préjudice des dispositions relatives aux intercommunales ou aux régies communales autonomes, les dispositions du présent chapitre sont applicables au gestionnaire de réseau ayant pris la forme d'une intercommunale ou d'une régie communale autonome.

Art. 3. Le gestionnaire du réseau de distribution est administré par un conseil d'administration dont la moitié au moins des membres, sont des administrateurs indépendants.

Les décisions du conseil d'administration relatives à la désignation et révocation des membres du personnel et, le cas échéant, des membres de l'organe restreint de gestion requièrent 75 pour cent des voix des administrateurs indépendants.

Lorsque le conseil d'administration délègue la gestion courante du gestionnaire de réseau à un organe restreint de gestion, celui-ci est composé au moins pour moitié d'administrateurs indépendants.

Art. 4. Les statuts du gestionnaire du réseau de distribution transposent les dispositions de la présente section.

CHAPITRE III. — Indépendance du personnel des gestionnaires de réseaux

Art. 5. § 1^{er}. Les membres du personnel du gestionnaire du réseau ou, le cas échéant, l'expert indépendant qui réalisent des tâches stratégiques et confidentielles visées à l'article 17 du décret ou spécifiées par un arrêté d'exécution ne peuvent exercer aucune fonction ou activité, rémunérée ou non, au service d'un producteur, fournisseur aux clients éligibles ou intermédiaire.

Aux fins d'exécuter les tâches stratégiques et confidentielles visées à l'alinéa précédent, le gestionnaire de réseau ne peut recourir directement ni indirectement aux services de membres du personnel d'un producteur, d'un fournisseur aux clients éligibles ou d'un intermédiaire.

§ 2. Les membres du gestionnaire de réseau de distribution, ou, le cas échéant, l'expert indépendant exécutant les tâches stratégiques et confidentielles susmentionnées ne peuvent accepter aucune gratification directe ou indirecte de la part d'un producteur, d'un fournisseur aux clients éligibles ou d'un intermédiaire.

CHAPITRE IV. — Confidentialité des informations personnelles et commerciales

Art. 6. L'accès aux informations personnelles et commerciales dont le gestionnaire du réseau a connaissance dans l'exécution de ses tâches, est réservé aux membres de son personnel ou à l'expert indépendant, pour les besoins stricts de l'exercice de leurs fonctions. Il ne peut être ouvert qu'à des tiers agissant sous couvert du secret professionnel.

Art. 7. Le gestionnaire de réseau veille à recueillir et à consigner les informations personnelles et commerciales dont il a connaissance dans l'exécution de ses tâches sous une forme et dans des conditions propres à en préserver la confidentialité. Il garantit la séparation systématique entre ces données et celles qui sont susceptibles de connaître une publicité.

Le gestionnaire du réseau désigne une personne, indépendante des producteurs, fournisseurs aux clients éligibles et intermédiaires, spécialement chargée de la coordination des mesures adoptées en application du présent article. La CWAPE peut solliciter à tout moment de la personne ainsi désignée un rapport sur l'application de ces mesures.

CHAPITRE V. — *Non-discrimination entre utilisateurs ou catégories d'utilisateurs du réseau*

Art. 8. Le gestionnaire de réseau établit et porte à la connaissance des utilisateurs du réseau des conditions générales complétant le règlement technique visé à l'article 14 du décret. Ces conditions générales sont communiquées à la CWAPE.

Art. 9. § 1^{er}. Le gestionnaire de réseau n'avantage aucun producteur, fournisseur aux clients éligibles, intermédiaire ou société liée ou associée à ceux-ci et n'accorde aucun avantage à ces sociétés outrepassant les avantages considérés usuels dans le commerce normal.

§ 2. Il est en tout cas interdit au gestionnaire de réseau :

1° de fournir des biens ou services à une société visée au § 1^{er}, moyennant une rétribution inférieure au prix du marché qui aurait été passée suite à un appel à la concurrence;

2° d'acheter des biens ou services à une société visée au § 1^{er}, moyennant une rétribution supérieure au prix du marché qui aurait été passée suite à un appel à la concurrence;

3° de confier à une société visée au § 1^{er}, une ou plusieurs tâches stratégiques et confidentielles déterminées par ou en vertu du décret, que cette société soit actionnaire du gestionnaire de réseau ou non.

CHAPITRE VI. — *Procédure de désignation du gestionnaire de réseau*

Art. 10. L'avis relatif à la désignation des gestionnaires de réseaux est publié au *Moniteur belge* à l'initiative du Ministre de l'Energie.

L'avis contient notamment :

1° les coordonnées de la CWAPE;

2° le délai d'introduction des demandes;

3° l'énumération des pièces permettant de vérifier que le candidat gestionnaire de réseau :

a) est ou sera propriétaire ou titulaire d'un droit lui garantissant la jouissance des infrastructures et équipements du réseau pour lequel il postule la gestion;

b) dispose d'une capacité technique et financière suffisante;

c) répond aux conditions prescrites par ou en vertu du décret;

4° les éléments entrant dans la composition du dossier du candidat gestionnaire de réseau :

a) les comptes annuels des trois derniers exercices comptables, à défaut, une déclaration bancaire mentionnant le montant des avoirs financiers;

b) pour les candidats autres que ceux visés à l'article 69, alinéa 3, du décret, tout document permettant de démontrer la capacité technique du candidat, dont :

- une liste des titres d'études et des qualifications professionnelles des cadres affectés à l'exploitation;

- un organigramme des services affectés à l'exploitation, en ce compris le personnel;

- une description du matériel et de l'équipement technique dont le gestionnaire de réseau dispose pour la gestion du réseau;

- une liste reprenant les activités principales des trois dernières années;

- une déclaration faisant apparaître les effectifs annuels moyens et l'importance du cadre au cours des trois dernières années;

c) les statuts du candidat gestionnaire de réseau;

d) une description détaillée de la zone faisant l'objet de la demande ainsi que du réseau existant.

Dans les trente jours suivant la date d'échéance de notification par les communes et/ou provinces de leur proposition, les candidatures pour être désigné gestionnaire de réseau, sont adressées par recommandé ou remises contre accusé de réception en deux exemplaires au siège de la CWAPE.

Les provinces et communes visées à l'alinéa précédent sont celles visées à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 2, ou les provinces et communes affiliées pour l'activité gazière et visées à l'article 69, alinéa 1^{er}, du décret.

Le demandeur joint à la demande tous les documents attestant qu'il satisfait aux critères de désignation prescrits par ou en vertu du décret.

Art. 11. La CWAPE vérifie si tous les documents requis pour l'examen de la demande sont en sa possession.

Si elle constate que la demande est incomplète, elle en avise le demandeur par recommandé dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la demande.

Elle précise les documents manquants et fixe un délai qui ne peut excéder trois semaines, prescrit à peine de déchéance de la demande, dans lequel le demandeur est invité à compléter sa demande.

Art. 12. La CWAPE vérifie à l'aide de tout document en sa possession si le demandeur satisfait aux critères visés par le décret et ses arrêtés d'exécution.

Lorsque la CWAPE estime qu'il n'a pas satisfait à un ou plusieurs critères, elle en avise le demandeur par recommandé dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande ou, le cas échéant, de la réception des compléments obtenus en application de l'article 11.

Elle précise les raisons pour lesquelles elle considère qu'il n'a pas satisfait aux critères et fixe un délai d'un mois maximum, prescrit à peine de déchéance de la demande, dans lequel le demandeur peut fournir par recommandé ses observations, justifications ou tout autre complément d'information. La CWAPE est tenue d'entendre le demandeur qui en fait la requête.

Art. 13. Dans un délai de deux mois à dater de la réception de la demande ou, le cas échéant, des compléments, observations et justifications visées aux articles 11 et 12, la CWAPE transmet au Gouvernement le texte de la demande, ses annexes ainsi que son avis motivé.

Le Gouvernement désigne le gestionnaire de réseau dans un délai de deux mois à dater de la réception de l'avis visé à l'alinéa 1^{er}.

La décision du Gouvernement est notifiée dans les huit jours au demandeur par recommandé.

Elle est, par ailleurs, publiée au *Moniteur belge* avec indication du nom et de l'adresse du gestionnaire de réseau, du territoire couvert par ce gestionnaire de réseau et de la durée pour laquelle il est désigné.

Art. 14. Lorsque, suite à une décision du conseil communal, le gestionnaire de réseau entend étendre son réseau sur le territoire d'une commune limitrophe au réseau existant, il en informe la CWAPE et lui transmet par recommandé les documents suivant :

- décision du conseil communal;
- description du réseau envisagé.

La désignation visée à l'article 13 est étendue au nouveau territoire à condition que la commune visée à l'alinéa 1^{er} ne soit pas alimentée par un autre gestionnaire de réseau.

La CWAPE transmet au Gouvernement la demande visée à l'alinéa premier, ainsi que son avis motivé.

Le Gouvernement statue sur l'extension du réseau. La décision est publiée au *Moniteur belge*.

CHAPITRE VII. — Informations à fournir par le gestionnaire de réseau

Art. 15. Tout gestionnaire de réseau doit, par recommandé, transmettre annuellement et avant le 31 mars à la CWAPE un rapport détaillé établissant la manière dont il a satisfait aux critères et obligations prescrits par ou en vertu du décret.

Art. 16. Tout gestionnaire de réseau est tenu d'aviser la CWAPE, par recommandé, au plus tard dans un délai de quinze jours :

- 1° de toute modification de ses statuts tels qu'ils ont été joints à la demande de désignation en y joignant l'extrait du procès-verbal de la réunion de l'organe qui y a procédé;
- 2° de toute modification de la composition du conseil d'administration et, le cas échéant, du comité de direction;
- 3° de toute modification de l'actionnariat, de toute fusion ou scission qui le concerne;
- 4° de toute autre modification qui est susceptible d'avoir des répercussions sur le respect des critères et obligations prescrits par ou en vertu du décret.

CHAPITRE VIII. — Révocation du gestionnaire de réseau

Art. 17. Lorsque sur base des éléments transmis en application des articles 15 et 16, ou de toute autre informations, la CWAPE constate qu'un gestionnaire de réseau ne satisfait plus aux critères et obligations prescrites par ou en vertu du décret, elle l'en avise par recommandé en indiquant les motifs. La CWAPE est tenue d'entendre le gestionnaire de réseau qui en fait la demande.

Elle fixe par ailleurs un délai dans lequel le gestionnaire de réseau est soit invité à transmettre ses observations, soit tenu de préciser les mesures qu'il entend adopter pour respecter lesdites conditions et obligations.

Art. 18. Lorsque, sur base des éléments dont elle a connaissance suite à l'application de l'article 17, la CWAPE estime que le gestionnaire de réseau a commis un manquement grave à ses obligations par ou en vertu du décret, elle en avise le gestionnaire de réseau par recommandé, en précisant les motifs et en invitant le gestionnaire de réseau à transmettre ses observations dans un délai qui ne peut excéder un mois. La CWAPE est tenue d'entendre le gestionnaire de réseau qui en fait la demande.

Après examen des observations et au plus tard dans les quinze jours qui suivent l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, la CWAPE formule un avis sur la révocation du gestionnaire de réseau. Le cas échéant, la CWAPE propose un nouveau gestionnaire de réseau.

Art. 19. L'avis de la CWAPE visé à l'article 18 est transmis dans les huit jours au Gouvernement.

Le Gouvernement décide de la révocation dans un délai de deux mois à dater de la réception de l'avis. En cas de révocation, le Gouvernement désigne, à titre transitoire, un nouveau gestionnaire de réseau.

La décision du Gouvernement est notifiée par recommandé dans les huit jours et publiée au *Moniteur belge*.

A défaut de décision prise à l'expiration du délai visé à l'alinéa 2, le gestionnaire de réseau est maintenu dans ses fonctions.

CHAPITRE IX. — Renouvellement du gestionnaire de réseau

Art. 20. Un an avant la fin de la période pour laquelle le gestionnaire de réseau a été désigné par arrêté du Gouvernement wallon pris en exécution des articles 10 ou 69, la CWAPE adresse au Ministre la liste des communes desservies par le réseau en question.

Le Ministre notifie les communes visées à l'alinéa 1^{er} et publie un avis au *Moniteur belge*.

Cet avis reprend les mentions visées à l'article 10, alinéa 2.

Le renouvellement s'effectue selon la procédure visée aux articles 10, alinéa 3 et 4 à 13.

CHAPITRE IX. — Dispositions finales

Art. 21. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 22. Le Ministre de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 octobre 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 4613

[2003/202137]

16. OKTOBER 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung bezüglich der Betreiber von Gasnetzen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie 98/30/EG des Europäischen Parlaments vom 22. Juni 1998 betreffend gemeinsame Vorschriften für den Erdgasbinnenmarkt;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, insbesondere der Artikel 10, 13 und 36;

Aufgrund des am 5. Mai 2003 abgegebenen Gutachtens Nr. 24/2003 des "Conseil supérieur des Villes, Communes et provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 12. Mai 2003 abgegebenen Gutachtens CD-3e12-CWaPE-026 der "Commission wallonne pour l'Energie" (Wallonische Kommission für Energie);

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung über den Antrag auf ein vonseiten des Staatsrates innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet, abzugebendes Gutachten;

Aufgrund des am 9. Juli 2003 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Transportwesens, der Mobilität und der Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I. — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Dekret": das Dekret vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts;

2° "unabhängiger Verwalter": jeder Verwalter, der:

a) keine Funktion oder Aktivität, mit oder ohne Entlohnung, im Dienste eines Erzeugers, eines Stromversorgers der zugelassenen Kunden, eines Zwischenhändlers für Gas oder Strom ausübt und keine solche Funktion oder Aktivität innerhalb der zwölf Monate vor seiner Ernennung zum Verwalter des Netzbetreibers ausgeübt hat, und

b) keinen entweder von einer unter a) erwähnten Person oder von einer ihrer assoziierten oder gebundenen Gesellschaften gewährten materiellen Vorteil genießt, der nach Ansicht der "CWAPE" seine Beurteilung beeinflussen könnte.

KAPITEL II. — Zusammensetzung und Arbeitsweise der Verwaltungsorgane der Betreiber der Verteilernetze, die als Interkommunale oder autonome Gemeinderegie gegründet sind

Art. 2 - Unbeschadet der Bestimmungen in Bezug auf die Interkommunen oder die autonomen Gemeinderegien sind die Bestimmungen des vorliegenden Kapitels auf den Netzbetreiber anwendbar, der als Interkommunale oder autonome Gemeinderegie gegründet worden ist.

Art. 3 - Der Betreiber des Verteilernetzes wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der mindestens zur Hälfte aus unabhängigen Verwaltern besteht.

Für die Beschlüsse des Verwaltungsrats in Bezug auf die Bezeichnung und die Absetzung der Personalmitglieder und, gegebenenfalls, der Mitglieder des beschränkten Verwaltungsorgans sind 75% der Stimmen der unabhängigen Verwalter erforderlich.

Wenn der Verwaltungsrat die tägliche Verwaltung des Netzbetreibers einem beschränkten Verwaltungsorgan überträgt, muss dieses mindestens zur Hälfte aus unabhängigen Verwaltern bestehen.

Art. 4 - Die Satzungen des Betreibers des Verteilernetzes setzen die Bestimmungen des vorliegenden Abschnitts um.

KAPITEL III. — Unabhängigkeit des Personals der Netzbetreiber

Art. 5 - § 1. Die Personalmitglieder des Netzbetreibers oder ggf. der unabhängige Sachverständige, die in Artikel 17 des Dekrets erwähnt oder in einem Durchführungserlass bestimmte strategische und vertrauliche Aufgaben erfüllen, dürfen keine Funktion oder Aktivität, mit oder ohne Entlohnung, im Dienste eines Erzeugers, eines Stromversorgers der zugelassenen Kunden oder eines Zwischenhändlers ausüben.

Um die im vorigen Absatz erwähnten strategischen und vertraulichen Aufgaben zu erfüllen, darf der Netzbetreiber Personalmitglieder eines Erzeugers, eines Stromversorgers der zugelassenen Kunden oder eines Zwischenhändlers weder direkt noch indirekt heranziehen.

§ 2. Die Personalmitglieder des Betreibers des Verteilernetzes oder ggf. der unabhängige Sachverständige, welche die oben erwähnten bestimmten strategischen und vertraulichen Aufgaben erfüllen, dürfen von einem Erzeuger, einem Stromversorger der zugelassenen Kunden oder einem Zwischenhändler keine direkte oder indirekte Vergütung annehmen.

KAPITEL IV. — Vertraulichkeit der persönlichen und gewerblichen Informationen

Art. 6 - Der Zugang zu den persönlichen und gewerblichen Informationen, von denen der Netzbetreiber bei der Ausführung seiner Aufgaben Kenntnis hat, wird seinen Personalmitgliedern oder dem unabhängigen Sachverständigen vorbehalten, und ausschließlich wenn sie derartige Informationen aufgrund ihrer Tätigkeit benötigen.

Er darf nur Drittpersonen gewährt werden, die unter Wahrung des Berufsgeheimnisses handeln.

Art. 7 - Der Netzbetreiber sorgt dafür, dass die persönlichen und gewerblichen Informationen, von denen er im Rahmen der Erfüllung seiner Aufgaben Kenntnis hat, in einer Form und unter Bedingungen gesammelt und verzeichnet werden, die deren Vertraulichkeit wahren. Er garantiert die systematische Trennung dieser Daten von denjenigen, die öffentlich werden können.

Der Netzbetreiber bezeichnet eine Person, die von den Erzeugern, den Stromversorgern der zugelassenen Kunden und den Zwischenhändlern unabhängig ist, und die insbesondere mit der Koordinierung der in Anwendung des vorliegenden Artikels ergriffenen Maßnahmen beauftragt wird. Die "CWAPE" kann jederzeit von dieser Person einen Bericht über die Anwendung dieser Maßnahmen verlangen.

KAPITEL V. — Nichtdiskriminierung zwischen Netzbenutzern oder Kategorien von Netzbenutzern

Art. 8 - Der Netzbetreiber legt Allgemeinbedingungen zur Ergänzung der in Artikel 14 des Dekrets erwähnten technischen Regelung fest und setzt die Netzbenutzer in Kenntnis davon. Diese Allgemeinbedingungen werden der "CWAPE" übermittelt.

Art. 9 - §1. Der Netzbetreiber bevorzugt keinen Erzeuger, Stromversorger der zugelassenen Kunden, Zwischenhändler bzw. keine mit ihnen verbundene oder assoziierte Gesellschaft und erteilt diesen Gesellschaften keinen Vorteil, der die als allgemein üblich im Handel betrachteten Vorteile überschreitet.

§ 2. Auf jeden Fall ist es dem Netzbetreiber verboten:

1° einer in § 1 erwähnten Gesellschaft Güter zu liefern oder Dienstleistungen zu erbringen gegen eine Vergütung, die niedriger als der Preis eines infolge einer Angebotsausschreibung vergebenen Auftrags wäre;

2° von einer in § 1 erwähnten Gesellschaft Güter oder Dienstleistungen zu kaufen gegen eine Vergütung, die höher als der Preis eines infolge einer Angebotsausschreibung vergebenen Auftrags wäre;

3° einer in § 1 erwähnten Gesellschaft eine oder mehrere strategische und vertrauliche, im oder aufgrund des Dekrets bestimmte Aufgaben anzuvertrauen, ob diese Gesellschaft Aktionär vom Netzbetreiber ist oder nicht.

KAPITEL VI. — Verfahren zur Bezeichnung des Netzbetreibers

Art. 10 - § 1. Die Bekanntmachung bezüglich der Bezeichnung der Netzbetreiber wird auf Initiative des Ministers der Energie im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Diese Bekanntmachung enthält insbesondere:

1° die Anschrift und Telefonnummer der "CWAPE";

2° die Frist für die Einreichung des Antrags,

3° die Auflistung der notwendigen Unterlagen zur Überprüfung, dass der zukünftige Netzbetreiber :

a) Besitzer oder Inhaber eines Rechts ist oder sein wird, das ihm die Nutznießung der Infrastrukturen und Ausrüstungen des Netzes, um dessen Betrieb er sich bewirbt, sicherstellt;

b) über eine ausreichende finanzielle und technische Leistungsfähigkeit verfügt;

c) die im oder aufgrund des vorliegenden Dekrets vorgeschriebenen Bedingungen erfüllt;

4° die Unterlagen, aus denen sich die Akte des zukünftigen Netzbetreibers zusammensetzt:

a) die Jahresabschlüsse der letzten drei Rechnungsjahre oder mangels dessen eine Bankerklärung, in der die Höhe des finanziellen Guthabens angegeben wird;

b) für die anderen Bewerber als diejenigen, die in Artikel 69, Absatz 3 des Dekrets erwähnt sind, jede Unterlage, die ermöglicht, den Nachweis der technischen Leistungsfähigkeit des Bewerbers zu erbringen, unter anderem:

- eine Liste der Studiennachweise und Berufsqualifikationen der leitenden Angestellten, die mit dem Betrieb beauftragt sind;

- ein Organisationsplan der Dienststellen, die mit dem Betrieb beauftragt sind, einschließlich des Personals;

- eine Beschreibung des Materials und der technischen Ausrüstung, über welche der Netzbetreiber für den Betrieb des Netzes verfügt;

- eine Liste der Hauptaktivitäten der letzten drei Jahre;

- eine Erklärung, in der die durchschnittliche Beschäftigtenzahl und die Größe des Stellenplans im Laufe der letzten drei Jahre angegeben ist;

c) die Satzungen des zukünftigen Netzbetreibers;

d) eine ausführliche Beschreibung des Gebiets, das durch den Antrag betroffen wird, sowie des bestehenden Netzes.

Innerhalb von dreißig Tagen nach der Fälligkeit der Frist für die Zustellung ihres Vorschlags durch die Gemeinden und/oder die Provinzen werden die Bewerbungen um die Bezeichnung als Netzbetreiber der "CWAPE" in zwei Ausfertigungen per Einschreiben zugestellt oder am Sitz der "CWAPE" gegen Empfangsbestätigung abgegeben.

Die im vorherigen Absatz erwähnten Provinzen und Gemeinden sind diejenigen, die in Artikel 10, § 1, Absatz 2 erwähnt werden, oder die für die Gastätigkeit angegliederten und in Artikel 69, Absatz 1 des Dekrets erwähnten Provinzen und Gemeinden.

Der Antragsteller fügt dem Antrag alle Unterlagen bei, die bescheinigen, dass er den im oder aufgrund des Dekrets für die Bezeichnung vorgeschriebenen Kriterien genügt.

Art. 11 - Die "CWAPE" überprüft, ob sie im Besitz aller für die Untersuchung des Antrags erforderlichen Unterlagen ist.

Wenn sie feststellt, dass ein Antrag unvollständig ist, teilt sie dies dem Antragsteller per Einschreiben innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Antrags mit.

Sie führt die mangelnden Unterlagen an und bestimmt eine Frist, die drei Wochen nicht überschreiten darf und unter Androhung des Verfalls des Antrags vorgeschrieben ist, innerhalb deren der Antragsteller seinen Antrag vervollständigen muss.

Art. 12 - Die CWAPE überprüft anhand jeder Unterlage, über die sie verfügt, ob der Antragsteller den im oder aufgrund des Dekrets oder dessen Ausführungserlassen festgelegten Kriterien genügt.

Wenn ein oder mehrere Kriterien nach Ansicht der "CWAPE" nicht erfüllt sind, so teilt die CWAPE dies dem Antragsteller innerhalb von einem Monat ab dem Eingang des Antrags oder ggf. ab dem Eingang der in Anwendung von Artikel 11 erhaltenen Ergänzungen per Einschreiben mit.

Sie gibt die Gründe an, aus welchen sie erachtet, dass die Kriterien nicht erfüllt werden und bestimmt eine Frist von höchstens einem Monat, die unter Androhung des Verfalls des Antrags vorgeschrieben ist, innerhalb deren der Antragsteller per Einschreiben seine Anmerkungen, Rechtfertigungen oder jegliche weitere Information liefern kann. Die "CWAPE" ist dazu verpflichtet, den Antragsteller anzuhören, der ein Gesuch dazu stellt.

Art. 13 - Innerhalb von zwei Monaten ab dem Eingang des Antrags, oder ggf. der in den Artikeln 11 und 12 erwähnten ergänzenden Informationen, Anmerkungen und Rechtfertigungen übermittelt die "CWAPE" der Regierung den Text des Antrags, seine Anlagen sowie ihr mit Gründen vorgesehene Gutachten.

Die Regierung bezeichnet den Netzbetreiber innerhalb von zwei Monaten ab dem Eingang des in Absatz 1 erwähnten Gutachtens.

Der Beschluss der Regierung wird dem Antragsteller innerhalb acht Tagen per Einschreiben zugestellt. Der Beschluss wird außerdem im *Belgischen Staatsblatt* mit Angabe des Namens und der Anschrift des Netzbetreibers, des von ihm gedeckten Gebiets und der Dauer seiner Bezeichnung veröffentlicht.

Art. 14 - Wenn der Netzbetreiber infolge eines Beschlusses des Gemeinderats beschließt, sein Netz auf das Gebiet einer Gemeinde, die an das Netz angrenzt, zu erweitern, informiert er die "CWAPE" davon und übermittelt ihr die folgenden Unterlagen per Einschreiben:

- Beschluss des Gemeinderats;
- Beschreibung des geplanten Netzes.

Die in Artikel 13 erwähnte Bezeichnung wird auf das neue Gebiet erweitert, wenn die in Absatz 1 erwähnte Gemeinde nicht durch einen anderen Netzbetreiber versorgt wird.

Die "CWAPE" übermittelt der Regierung den in Absatz 1 erwähnten Antrag sowie ihr begründetes Gutachten.

Die Regierung befindet über die Erweiterung des Netzes. Der Beschluss wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

KAPITEL VIII. — Vom Netzbetreiber zu erteilende Informationen

Art. 15 - Jeder Netzbetreiber muss jährlich vor dem 31. März der "CWAPE" per Einschreiben einen ausführlichen Bericht übermitteln, in dem erklärt wird, wie er die im oder aufgrund des Dekrets vorgeschriebenen Kriterien und Verpflichtungen erfüllt hat.

Art. 16 - Jeder Netzbetreiber ist dazu verpflichtet, spätestens innerhalb von fünfzehn Tagen die "CWAPE" per Einschreiben zu informieren:

1° über jegliche Abänderung seiner Satzungen, so wie sie mit dem Bezeichnungsantrag geschickt worden waren, unter Beifügung des Auszugs aus dem Versammlungsprotokoll des Organs, das diese Abänderungen vorgenommen hat;

2° über jede Änderung der Zusammensetzung des Verwaltungsrates und ggf. des Direktionsausschusses;

3° über jede Änderung der Masse der Aktieninhaber, jede Fusion oder Spaltung, die ihn betrifft;

4° über jede sonstige Abänderung, die Auswirkungen über die Einhaltung der im oder aufgrund des Dekrets vorgeschriebenen Kriterien und Verpflichtungen haben könnte.

KAPITEL IX. — Absetzung des Netzbetreibers

Art. 17 - Wenn die "CWAPE" aufgrund der ihr in Anwendung der Artikeln 15 und 16 übermittelten Unterlagen feststellt, dass ein Netzbetreiber die im oder aufgrund des Dekrets vorgeschriebenen Kriterien und Verpflichtungen nicht mehr erfüllt, so benachrichtigt sie ihn per Einschreiben davon und teilt ihm die Gründe mit. Die "CWAPE" ist dazu verpflichtet, den Netzbetreiber anzuhören, der es beantragt.

Außerdem legt sie eine Frist fest, innerhalb deren der Netzbetreiber entweder ersucht wird, seine Anmerkungen mitzuteilen, oder verpflichtet wird, mitzuteilen, welche Maßnahmen er treffen wird, damit die besagten Bedingungen und Verpflichtungen beachtet werden.

Art. 18 - Wenn die "CWAPE" aufgrund der Angaben, von der sie infolge der Anwendung von Artikel 17 Kenntnis genommen hat, erachtet, dass der Netzbetreiber seine im oder aufgrund des Dekrets vorgeschriebenen Pflichten ernsthaft versäumt hat, so benachrichtigt sie den Netzbetreiber davon per Einschreiben, teilt ihm die Gründe mit und ersucht ihn, innerhalb einer Frist, die einen Monat nicht überschreiten darf, seine Anmerkungen mitzuteilen. Die "CWAPE" ist dazu verpflichtet, den Netzbetreiber anzuhören, der es beantragt.

Nach Überprüfung der Anmerkungen und spätestens innerhalb fünfzehn Tagen nach Ablauf der im vorigen Absatz erwähnten Frist gibt die "CWAPE" ein Gutachten über die Absetzung des Netzbetreibers ab. Gegebenenfalls schlägt die "CWAPE" einen neuen Netzbetreiber vor.

Art. 19 - Das in Artikel 18 erwähnte Gutachten der "CWAPE" wird der Regierung innerhalb von acht Tagen übermittelt.

Die Regierung entscheidet über die Absetzung innerhalb von zwei Monaten ab dem Eingang des Gutachtens. Im Falle einer Absetzung bezeichnet die Regierung übergangsweise einen neuen Netzbetreiber.

Der Beschluss der Regierung wird innerhalb acht Tagen per Einschreiben zugestellt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Bei fehlender Entscheidung am Ablauf der in Absatz 2 erwähnten Frist bleibt der Netzbetreiber in seiner Stellung belassen.

KAPITEL IX. — Erneuerung des Netzbetreibers

Art. 20 - Ein Jahr vor dem Ablauf des Zeitraums, für den der Netzbetreiber durch einen in Durchführung der Artikel 10 oder 69 gefassten Erlass der Wallonischen Regierung bezeichnet worden ist, schickt die "CWAPE" dem Minister die Liste der durch das betroffene Netz versorgten Gemeinden.

Der Minister benachrichtigt die in Absatz 1 erwähnten Gemeinden und veröffentlicht eine Bekanntgabe in dem *Belgischen Staatsblatt*.

Diese Bekanntgabe enthält die in Artikel 10, Absatz 2 enthaltenen Angaben.

Die Erneuerung findet gemäß dem in den Artikeln 10, Absatz 3, und 4 bis 13 statt.

KAPITEL X. — Schlussbestimmungen

Art. 21 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 22 - Der Minister der Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Oktober 2003

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,

J. DARAS

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2003 — 4613

[2003/202137]

16 OKTOBER 2003. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de gasnetbeheerders

De Waalse Regering,

Gelet op richtlijn 98/30/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 22 juni 1998 betreffende de gemeenschappelijke regels voor de binnenmarkt van natuurgas;

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, inzonderheid op de artikelen 10, 13 en 36;

Gelet op het advies nr. 24/2003 van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne (Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 5 mei 2003;

Gelet op het advies CD-3e12-CWape-026 van de "Commission wallonne pour l'Energie" (Waalse Energiecommissie), gegeven op 12 mei 2003;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van hoogstens één maand;

Gelet op het advies 35.607/4 van de Raad van State, gegeven op 9 juli 2003 overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° "decreet" : het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt;

2° "zelfstandige bestuurder" : elke bestuurder die :

a) geen enkele al dan niet bezoldigde functie of activiteit uitoefent in dienst van een producent, van een leverancier van in aanmerking komende afnemers, van een tussenpersoon in de gas- of elektriciteitssector en die bedoelde functie of activiteit niet uitgeoefend heeft in de loop van de twaalf maanden vóór zijn benoeming als bestuurder van de netbeheerder, en

b) die niet in aanmerking komt voor een materieel voordeel toegekend door één van de personen bedoeld sub a) of door één van hun verenigde of gebonden bedrijven die volgens de CWAPE zijn mening kan beïnvloeden.

HOOFDSTUK II. — Samenstelling en werking van de beheersorganen van de distributienetbeheerders opgericht als intercommunale of autonome gemeentelijke regie

Art. 2. Onverminderd de bepalingen betreffende de intercommunales of de autonome gemeentelijke regies zijn de bepalingen van dit hoofdstuk toepasselijk op de netbeheerder die de vorm van een intercommunale of van een autonome gemeentelijke regie aanneemt.

Art. 3. De distributienetbeheerder wordt bestuurd door een raad van bestuur waarvan minstens de helft van de leden zelfstandige bestuurders zijn.

De beslissingen van de raad van bestuur betreffende de aanwijzing en het ontslag van de personeelsleden en, in voorkomend geval, van de leden van het beperkte beheersorgaan vereisen 75 percent van de stemmen van de zelfstandige bestuurders.

Als de raad van bestuur het lopende beheer van de netbeheerder overdraagt aan een beperkt beheersorgaan, bestaat dit laatste hoe dan ook voor de helft uit zelfstandige bestuurders.

Art. 4. De statuten van de distributienetbeheerder zetten de bepalingen van deze afdeling om.

HOOFDSTUK III. — Zelfstandigheid van het personeel van de netbeheerders

Art. 5. § 1. De personeelsleden van de netbeheerder of, in voorkomend geval de zelfstandige deskundige, die belast worden met de uitvoering van de strategische en vertrouwelijke taken bedoeld in artikel 17 van het decreet of nader bepaald bij een uitvoeringsbesluit, mogen geen enkele al dan niet bezoldigde functie of activiteit uitoefenen in dienst van een producent, van een leverancier van in aanmerking komende afnemers of van een tussenpersoon.

Om de in het vorige lid bedoelde strategische en vertrouwelijke taken uit te voeren, mag de netbeheerder noch rechtstreeks noch onrechtstreeks een beroep doen op de diensten van de personeelsleden van een producent, van een leverancier van in aanmerking komende afnemers of van een tussenpersoon.

§ 2. De personeelsleden van de distributienetbeheerder of, in voorkomend geval de zelfstandige deskundige, die bovenbedoelde strategische en vertrouwelijke taken uitvoeren mogen rechtstreeks geen beloning in ontvangst nemen van een producent, een leverancier van in aanmerking komende afnemers of een tussenpersoon.

HOOFDSTUK IV. — Vertrouwelijkheid van de persoonlijke en commerciële gegevens

Art. 6. De toegang tot de persoonlijke en commerciële gegevens waarvan de netbeheerder kennis krijgt bij de uitvoering van zijn taken, is enkel aan de leden van zijn personeel of aan de zelfstandige deskundige voorbehouden voor de behoeften van de uitoefening van hun functies. Die gegevens zijn slechts toegankelijk voor derden die onder het beroepsgeheim handelen.

Art. 7. De netbeheerder zorgt ervoor dat de persoonlijke en commerciële gegevens waarvan hij kennis krijgt bij de uitvoering van zijn taken ingezameld en geboekt worden in de vorm en onder de voorwaarden die het vertrouwelijke karakter ervan in acht nemen. Hij waarborgt de systematische scheiding tussen die gegevens en de gegevens die vatbaar zijn voor publiciteit.

De netbeheerder wijst een persoon aan die onafhankelijk is van producenten, leveranciers van in aanmerking komende afnemers en tussenpersonen en die speciaal instaat voor de coördinatie van de maatregelen aangenomen overeenkomstig dit artikel. De CWAPE kan de aldus aangewezen persoon steeds verzoeken om een verslag over de toepassing van die maatregelen.

HOOFDSTUK V. — *Non-discriminatie tussen gebruikers of categorieën gebruikers van netbeheerders*

Art. 8. De netbeheerder bepaalt algemene voorwaarden ter aanvulling van het technisch reglement bedoeld in artikel 14 van het decreet en brengt ze ter kennis van de netgebruikers. Die algemene voorwaarden worden meegedeeld aan de CWAPE.

Art. 9. § 1. De netbeheerder bevoordeelt geen enkele producent, leverancier van in aanmerking komende afnemers, tussenpersoon of vennootschap die aan hen gebonden of met hen verenigd is en verleent die vennootschappen geen voordelen buiten die welke in de normale handel als gebruikelijk beschouwd worden.

§ 2. Het is de netbeheerder hoe dan ook verboden :

1° goederen of diensten te verschaffen aan een vennootschap bedoeld in § 1 tegen een retributie onder de prijs van de opdracht gegund ingevolge een oproep tot de concurrentie;

2° goederen of diensten te kopen bij een vennootschap bedoeld in § 1 tegen een retributie boven de prijs van de opdracht gegund ingevolge een oproep tot de concurrentie;

3° één of meer bij of krachtens dit decreet bepaalde strategische en vertrouwelijke taken toe te vertrouwen aan een vennootschap bedoeld in § 1, ongeacht of ze al dan niet aandeelhouder van de netbeheerder is.

HOOFDSTUK VI. — *Procedure voor de aanwijzing van de netbeheerder*

Art. 10. Het bericht betreffende de aanwijzing van de netbeheerders wordt op initiatief van de Minister van Energie in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Het bericht bevat o.a. :

1° gegevens betreffende de CWAPE;

2° de termijn voor de indiening van de aanvragen;

3° de lijst van de bewijzen op grond waarvan kan worden nagegaan of de gegadigde netbeheerder :

a) eigenaar of houder van een recht is of zal zijn dat hem het genot waarborgt van de infrastructuren en uitrustingen van het net waarvan hij beheerder wenst te worden;

b) over voldoende technische en financiële middelen beschikt;

c) aan de bij of krachtens het decreet opgelegde voorwaarden voldoet;

4° de gegevens voor de samenstelling van het dossier van de gegadigde netbeheerder :

a) de jaarrekeningen van de drie laatste boekjaren, bij gebreke daarvan, een bankverklaring met het bedrag van het financieel vermogen;

b) voor de gegadigden die niet in artikel 69, derde lid, van het decreet bedoeld worden, elk stuk waarbij hun technische capaciteit aangetoond kan worden, o.a. :

- een lijst van de diploma's en beroepskwalificaties voor de bij de exploitatie aangestelde kaders;

- een organigram van de diensten aangesteld bij de exploitatie, met inbegrip van het personeel;

- een beschrijving van het materieel en de technische uitrusting waarover de netbeheerder beschikt om het net te beheren;

- een lijst van de voornaamste activiteiten over de laatste drie jaren;

- een verklaring betreffende de gemiddelde jaarlijkse personeelsbestanden en de omvang van de personeelsformatie over de drie laatste jaren;

c) de statuten van de gegadigde netbeheerder;

d) een uitvoerige beschrijving van de zone die het voorwerp van de aanvraag is, alsmede van het bestaande net.

De kandidaturen om als netbeheerder te worden aangewezen worden binnen dertig dagen na de vervaldatum van de kennisgeving door de gemeenten en/of provincies in twee exemplaren bij aangetekend schrijven bij de zetel van de CWAPE ingediend of daar afgegeven tegen ontvangstbewijs.

De provincies en gemeenten bedoeld in het eerste lid zijn die bedoeld in artikel 10, § 1, tweede lid, of de provincies en gemeenten geaffilieerd voor de gasactiviteit en bedoeld in artikel 69, eerste lid, van het decreet.

De aanvrager laat de aanvraag vergezeld gaan van alle stukken waarbij bevestigd wordt dat hij voldoet aan de aanwijzingscriteria voorgeschreven bij of krachtens het decreet.

Art. 11. De CWAPE gaat na of ze beschikt over alle stukken die nodig zijn voor de behandeling van het dossier.

Als ze vaststelt dat de aanvraag onvolledig is, verwittigt ze de aanvrager bij aangetekend schrijven binnen veertien dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van de aanvraag.

Ze wijst op de ontbrekende stukken en legt een termijn van hoogstens drie weken vast waarin de verzoeker verzocht wordt zijn aanvraag te vervolledigen, op straffe van verval van de aanvraag.

Art. 12. De CWAPE gaat aan de hand van elk stuk in haar bezit na of de aanvrager voldoet aan de criteria bedoeld in het decreet en in de uitvoeringsbesluiten ervan.

Als de CWAPE acht dat de aanvrager niet voldoet aan één of meer criteria, verwittigt ze hem bij aangetekend schrijven binnen een maand na ontvangst van de aanvraag of, bij gebreke daarvan, na ontvangst van de bijkomende stukken verkregen overeenkomstig artikel 11.

Ze geeft de redenen op waarom ze acht dat hij niet voldoet aan de criteria en legt een maximumtermijn vast waarin de aanvrager zijn opmerkingen, rechtvaardigingen of elk bijkomend gegeven bij aangetekend schrijven meedelen kan, op straffe van verval van de aanvraag. De CWAPE hoort elke aanvrager die daarom verzoekt.

Art. 13. De CWAPE bezorgt de Regering de tekst van de aanvraag, de bijlagen erbij alsook haar gemotiveerd advies binnen twee maanden na de datum van ontvangst van de aanvraag of, in voorkomend geval, van de bijkomende stukken, opmerkingen en rechtvaardigingen bedoeld in de artikelen 11 en 12.

De Regering wijst de netbeheerder aan binnen een termijn van twee maanden na de datum van ontvangst van het advies bedoeld in het eerste lid.

Het besluit van de Regering wordt binnen acht dagen bij aangetekend schrijven aan de aanvrager betekend.

Het wordt voor het overige in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt met de naam en het adres van de netbeheerder, het grondgebied dat onder hem valt en de duur waarvoor hij aangewezen wordt.

Art. 14. Als de netbeheerder, na een beslissing van de gemeenteraad, van plan is zijn net uit te breiden over het grondgebied van een aangrenzende gemeente met een bestaand net, informeert hij de CWAPE en bezorgt hij haar de volgende stukken bij aangetekend schrijven :

- de beslissing van de gemeenteraad;
- de beschrijving van het bestaande net.

De aanwijzing bedoeld in artikel 13 wordt uitgebreid tot het nieuwe grondgebied op voorwaarde dat de gemeente bedoeld in het eerste lid niet bevoorradat wordt door een andere netbeheerder.

De CWAPE bezorgt de Regering de aanvraag bedoeld in het eerste lid, alsmede haar gemotiveerd advies.

De Regering spreekt zich uit over de uitbreiding van het net. Het besluit wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

HOOFDSTUK VII. — *Gegevens te verstrekken door de netbeheerder*

Art 15. Elke netbeheerder bezorgt de CWAPE jaarlijks uiterlijk 31 maart bij aangetekend schrijven een uitvoerig rapport waarin beschreven wordt hoe hij voldaan heeft aan de criteria en verplichtingen voorgeschreven bij of krachtens het decreet.

Art. 16. De CWAPE wordt uiterlijk binnen een termijn van vijftien dagen bij aangetekend schrijven door elke netbeheerder in kennis gesteld van :

- 1° elke wijziging van zijn statuten zoals ze bij de aanwijzingsaanvraag gevoegd werden, vergezeld van het uittreksel uit de notulen van de vergadering van het orgaan dat de wijziging heeft uitgevoerd;
- 2° elke wijziging van de samenstelling van de raad van bestuur en, in voorkomend geval, van het directiecomité;
- 3° elke wijziging van het aandeelhouderschap, van elke fusie of opsplitsing die hem betreft;
- 4° elke wijziging die een weerslag kan hebben op de inachtneming van de criteria en verplichtingen opgelegd bij of krachtens het decreet.

HOOFDSTUK VIII. — *Herroeping van de netbeheerder*

Art. 17. Als de CWAPE op grond van de gegevens verstrekt overeenkomstig de artikelen 15 en 16 of van elke andere informatie vaststelt dat een netbeheerder niet meer voldoet aan de criteria en verplichtingen voorgeschreven bij of krachtens het decreet, verwittigt ze hem bij aangetekend schrijven en wijst ze hem op de motieven. De CWAPE hoort de netbeheerder die daarom verzoekt.

Ze legt voor het overige een termijn vast waarin de aanvrager hetzij verzocht wordt zijn opmerkingen mee te delen, hetzij verplicht wordt de maatregelen nader te bepalen die hij van plan is te nemen om aan bedoelde criteria en verplichtingen te voldoen.

Art. 18. Als de CWAPE op grond van de gegevens waarover ze beschikt naar aanleiding van de toepassing van artikel 17, acht dat de netbeheerder zich schuldig heeft gemaakt aan een ernstige tekortkoming aan zijn verplichtingen voorgeschreven bij of krachtens het decreet, verwittigt ze hem bij aangetekend schrijven. Ze wijst hem op de motieven en verzoekt hem zijn opmerking binnen hoogstens een maand mee te delen. De CWAPE hoort de netbeheerder die daarom verzoekt.

Na onderzoek van de opmerkingen geeft de CWAPE uiterlijk binnen veertien dagen na het verstrijken van de termijn bedoeld in het vorige lid een advies over de herroeping van de netbeheerder. In voorkomend geval draagt de CWAPE een nieuwe netbeheerder voor.

Art. 19. Het advies van de CWAPE bedoeld in artikel 18 wordt binnen acht dagen aan de Regering meegedeeld.

De Regering spreekt zich uit over de herroeping binnen een termijn van twee maanden, te rekenen van de datum van ontvangst van het advies. In geval van herroeping wijst de Regering bij wijze van overgangsmaatregel een nieuwe netbeheerder aan.

Het besluit van de Regering wordt binnen acht dagen bij aangetekend schrijven betekend en in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Bij gebrek aan een besluit bij het verstrijken van de termijn bedoeld in het tweede lid wordt de netbeheerder in zijn functies gehandhaafd.

HOOFDSTUK IX. — *Hernieuwing van de netbeheerder*

Art. 20. Eén jaar vóór het einde van de periode waarvoor de netbeheerder is aangewezen bij besluit van de Waalse Regering genomen ter uitvoering van de artikelen 10 of 69, bezorgt de CWAPE de Minister een lijst van de gemeenten die door het net bediend worden.

De Minister geeft kennis van de gemeenten bedoeld in het eerste lid en maakt een bericht bekend in het *Belgisch Staatsblad*.

Dat bericht bevat de gegevens bedoeld in artikel 10, tweede lid.

De hernieuwing wordt uitgevoerd volgens de procedure bedoeld in de artikelen 10, derde lid, en 4 à 13.

HOOFDSTUK X. — *Slopbepalingen*

Art. 21. Dit besluit treedt in werking op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 22. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 oktober 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS